

# Anti-corruption et capitalisme de connivence en Russie

*par Gilles Favarel-Garrigues*

---

**En Russie, le discours anti-corruption est devenu une arme politique : en médiatisant la condamnation des pratiques douteuses de hauts responsables politiques, le pouvoir en place, pourtant corrompu, neutralise ses ennemis tout en désamorçant les accusations de malversation à son encontre.**

---

Je plaide personnellement pour que les questions de lutte anticorruption retiennent en permanence l'attention de la société (...). La seule chose que je considère anormale, c'est si quelqu'un ou quelque force politique essaie d'utiliser cet instrument non pas pour améliorer la situation dans le pays, mais pour s'auto-promouvoir dans l'arène politique (...), notamment en période de campagne électorale. (...) Nous savons très bien à quoi, à quels événements sanglants a conduit le printemps arabe dans la région. Nous savons tout aussi bien que c'est l'une des raisons qui a provoqué le coup d'État en Ukraine.<sup>1</sup>

Prononcé à un an de l'élection présidentielle et quelques jours après les affrontements et arrestations qui ont marqué les manifestations du 26 mars 2017 organisées par Alexeï Navalny afin de dénoncer l'immoralité des dirigeants du pays, ce discours de Vladimir Poutine montre que la lutte contre la corruption, dans le contexte russe, constitue une redoutable arme politique. Bien qu'usée jusqu'à la corde, la mise en cause de la probité demeure l'un des principaux ressorts du spectacle qu'offre la vie politique russe. D'un côté, la justice et les médias, en lien avec le pouvoir en place, ne cessent de livrer en pâture de nouveaux condamnés. Maires, gouverneurs de régions et désormais ministres, les coupables sont de plus en plus haut placés, les sommes détournées de plus en plus élevées, les peines de plus en plus lourdes. Cette intransigeance apparente n'empêche pourtant pas que certains opposants fassent eux aussi de cette croisade leur crédo. Boris Nemtsov avait déjà co-signé en 2011 un rapport dénonçant la corruption de

---

<sup>1</sup> *Interfax*, 30 mars 2017.

Vladimir Poutine et de son entourage<sup>2</sup>. Alexeï Navalny se présente quant à lui comme un professionnel dans ce domaine. Il s'est en effet bâti depuis 2010 une image de justicier, de « Batman virtuel », selon son biographe<sup>3</sup>, en développant des outils permettant d'appréhender les abus commis par les élites politiques et administratives et en réalisant des vidéos dans lesquelles il dévoile la fortune cachée des plus hauts responsables gouvernementaux, par exemple le ministre de la Justice Iouri Tchaïka en décembre 2015, puis le Premier ministre Dmitri Medvedev en mars 2017. C'est justement cette dernière vidéo qui déclenche la mobilisation du 26 mars.

Alors que le capitalisme de connivence en Russie constitue un cas d'école en raison de la fulgurance de son développement sur les cendres du communisme, je voudrais montrer qu'il importe de dissocier le problème que posent les collusions entre élites économiques et administratives de celui que soulève la lutte contre la corruption. Loin de constituer une réponse naturelle à un problème social, ce combat obéit à sa propre logique : en permettant de discréditer de hauts responsables, voire de les exclure du jeu politique, il reflète et construit des rapports de force au sein des élites.

## L'anticorruption dans le contexte post-soviétique

La lutte contre la corruption est devenue une arme politique à la faveur d'un contexte historique particulier. Depuis plusieurs décennies, les accusations dans ce domaine n'ont jamais vraiment cessé : dès les années 1980, le « maxi-procès » des élites ouzbèkes accusées de détourner l'argent public contribue à doter les dirigeants soviétiques d'un surplus de légitimité alors que la crise économique fait rage<sup>4</sup>. La dénonciation des « profiteurs » et autres « privilégiés » constitue un mode d'exclusion éprouvé dans un contexte où la cooptation et la loyauté déterminent l'avancement des carrières politiques et administratives.

Le développement du capitalisme russe, à partir de la seconde moitié des années 1980, exige de ceux qui veulent profiter de ses opportunités non seulement qu'ils démontrent des compétences économiques et managériales, mais aussi qu'ils puissent solliciter la protection de membres de l'administration et d'autres acteurs capables de défendre leurs intérêts par le droit ou, si besoin, par la force. La particularité du capitalisme de connivence en Russie tient non seulement à la rapidité avec laquelle il se développe, mais aussi au rôle crucial que les administrations jouent dans la mise en œuvre, au début des années 1990, de la « thérapie de choc », notamment des privatisations, et à la défaillance chronique des institutions policières et

---

<sup>2</sup> Milov, V. et al., *Poutine. Korruptsia. Nezavisimy ekspertny doklad* (Poutine. Corruption. Rapport d'expertise indépendant), Moscou, 2011.

<sup>3</sup> Voronkov, K. *Alexeï Navalny : groza joulikov i vorov* (Alexeï Navalny : une menace pour les voyous et les voleurs), Moscou, Eksmo, 2012.

<sup>4</sup> Holmes, Leslie, *The End of Communist Power. Anti-Corruption Campaigns and Legitimation Crisis*, Oxford, Oxford University Press, 1993.

judiciaires. La frontière entre les secteurs public et privé est brouillée, car, pour s'enrichir, un entrepreneur doit nécessairement avoir un pied dans chacun d'eux. L'opportunisme bureaucratique se développe : l'intérêt de travailler dans les administrations en rapport avec la transition économique (police, inspections fiscales, services en charge des privatisations) tient directement, pour certains, aux perspectives illicites d'enrichissement qu'elles offrent<sup>5</sup>.

Les accusations de corruption se multiplient dès cette période. La légitimité de Boris Eltsine, chef de file du camp des réformateurs devenu premier président de la Fédération de Russie, se fonde initialement sur son intransigeance affichée face aux abus de pouvoir. Alors qu'il est encore l'un des dirigeants du Parti communiste de l'Union soviétique, il se fait remarquer par des discours offensifs, vilipendant les privilégiés et les corrompus, à Moscou et dans l'ensemble de l'Union soviétique. Lorsqu'ils prennent le pouvoir, les démocrates bénéficient donc d'une réputation de probité. Mais cette image est ternie par la gestion chaotique des réformes, et notamment par la confusion, aussi opaque que violente, dans laquelle sont mis en œuvre la démocratisation du régime et le développement du capitalisme, ces deux défis qu'entend relever simultanément le gouvernement. Rapidement dépréciée aux yeux de la population, l'élite politique se déchire et la mise en cause personnelle de l'adversaire, révélations à l'appui, devient l'arme principale des affrontements politiques dans les années 1990. Les coups bas — les fameux *kompromaty* ou documents compromettants — pleuvent et les médias, désormais possédés par des hommes d'affaires influents et rivaux, relaient les accusations. Dans ce climat délétère, qui finit par discréditer l'ensemble du jeu politique, de nouvelles voix se font entendre à partir de la seconde moitié de la décennie : généraux ou maîtres espions entrés en politique, ils assoient eux aussi leur popularité sur la dénonciation du pillage des richesses nationales et sur l'intransigeance qu'ils réclament vis-à-vis des criminels en col blanc. C'est dans leur sillage que s'inscrit Vladimir Poutine.

## L'ingénierie de l'anticorruption sous Poutine

En s'engageant à restaurer l'autorité de l'État et la « dictature de la loi »<sup>6</sup>, le nouveau président multiplie les déclarations de guerre contre le capitalisme de connivence et la marchandisation de la fonction publique. Fondée sur un accès privilégié aux services de renseignement et aux médias, l'offensive gouvernementale est portée par la volonté de monopoliser la capacité à fabriquer des scandales en lien avec la corruption. Cette centralisation apparente de l'intimidation vise à discipliner une élite dirigeante russe qui se sait vulnérable aux poursuites judiciaires dans ce domaine. La menace d'être exclu des lieux de pouvoir joue à

---

<sup>5</sup> Voir sur ce point : Favarel-Garrigues, Gilles, « La bureaucratie policière et la chute du régime soviétique », *Sociétés contemporaines*, n° 57, 2005, p. 63-81.

<sup>6</sup> Selon la fameuse expression employée par Vladimir Poutine peu après son élection en 2000.

plein : dans plusieurs cas, une personne mise en cause qui accepte de quitter son poste sans opposer de résistance est rapidement replacée dans l'administration ou épargnée par la justice<sup>7</sup>.

Sous le règne de Vladimir Poutine, le dispositif institutionnel de lutte contre l'argent sale, ciblant autant la corruption que le blanchiment ou la fraude fiscale, acquiert donc une importance cruciale. Il est d'ailleurs bien plus sophistiqué que dans grand nombre de pays occidentaux. La Russie donne l'impression d'être devenue l'un des bons élèves de la lutte contre l'argent sale. Après avoir présidé le Groupe d'action financière contre le blanchiment de capitaux (GAFI)<sup>8</sup> entre 2013 et 2014, le gouvernement russe a ainsi organisé un sommet de l'ONU sur la corruption à Saint-Pétersbourg en 2015. L'offensive vise toutes les formes de corruption, c'est-à-dire aussi bien les détournements de fonds opérés par les élus et les cadres administratifs que les pots-de-vin perçus par les fonctionnaires de base, par exemple dans la police.

L'intensité de la mise en œuvre est frappante. Alors que dans les pays occidentaux, les résultats judiciaires sont généralement peu significatifs, ce n'est pas le cas en Russie. Le nombre d'affaires transmises par les services d'instruction à la justice pénale s'élève à près de 14 000 en 2015 comme en 2016 : elles aboutissent à la condamnation, en 2015, de 11 499 personnes, toutes formes de corruption confondues<sup>9</sup>. L'information sur les condamnations est réduite, mais les peines de prison semblent nettement plus rares que les sanctions financières<sup>10</sup>. Compte tenu des modes de travail de la justice pénale russe, il n'est pas aberrant de penser que la répression vise surtout des cas bénins, commis par des personnes naïves ou vulnérables. La répression de la corruption suscite ainsi régulièrement des controverses quand elle est jugée disproportionnée par rapport au montant en cause ou à la personnalité de l'accusé, par exemple lorsqu'un retraité est accusé d'avoir voulu corrompre un policier. D'après le ministère de l'Intérieur, les marchés publics, le bâtiment, la construction des routes, la santé et l'éducation seraient aujourd'hui les secteurs les plus touchés<sup>11</sup>.

Sous le règne de Vladimir Poutine, à de rares exceptions près, les journaux, la radio et la télévision soutiennent le pouvoir en place. Lorsqu'un membre de l'élite dirigeante est mis en cause, la médiatisation du combat contribue à véhiculer l'idée selon laquelle de hauts responsables malhonnêtes entraveraient la mise en œuvre de l'action gouvernementale, orchestrée par le président et soutenue par la population. L'explication de la corruption est généralement rapportée à des facteurs personnels : appât du gain, goût du luxe, etc. Dans les cas les plus emblématiques, les médias révèlent la fortune cachée des accusés. Sur le fond, la mise

---

<sup>7</sup> C'est le cas d'Anatoli Serdioukov, ministre de la Défense impliqué dans une affaire de détournement en 2012 et vite recasé dans le complexe militaro-industriel.

<sup>8</sup> Le GAFI est une instance intergouvernementale qui définit les standards de la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme et veille à leur application dans les législations nationales.

<sup>9</sup> « V Rossii otsenili ouroven' korrouptsii v strane » (Appréciation du niveau de corruption en Russie), *Apostrof*, 29 mars 2017.

<sup>10</sup> Fin 2013, le service d'instruction avait indiqué que l'emprisonnement représentait 8 % des peines (contre 25 % en 2011).

<sup>11</sup> « V MVD nazvali samye korroumpirovannye sfery v Rossii » (Le ministère de l'Intérieur désigne les sphères d'activité les plus corrompues en Russie), *Vedomosti*, 5 octobre 2016.

en scène n'a guère évolué depuis que les magistrats Gdlian et Ivanov, héros de la glasnost, dévoilaient à la télévision la fortune des dirigeants ouzbeks corrompus à des Soviétiques ébahis par un spectacle inimaginable quelques années plus tôt. En 2010, Youri Loujkov, l'inamovible maire de Moscou, marié à la femme la plus riche de Russie, Elena Batourina, fait l'objet d'une offensive politique et médiatique : un documentaire diffusé en première partie de soirée dévoile son patrimoine fastueux grâce à un hélicoptère survolant son domaine. Tous les sujets sensibles le concernant sont abordés : la fortune de son épouse, les multiples zones d'ombre entourant les activités du couple, les conditions de vie luxueuses des hauts fonctionnaires de la mairie, etc. Peu de temps après, le président Dmitri Medvedev démet le maire de ses fonctions au motif de sa « perte de confiance » en l'édile. Ce dernier se soumet et le documentaire ne donne lieu à aucune poursuite pénale.

Les procès les plus retentissants impressionnent par le niveau de responsabilité des personnes mises en cause, les sommes en jeu et les peines prononcées, comme le montrent plusieurs cas récents. Accusé d'avoir touché avec son équipe des pots-de-vin d'un montant total de 9 millions de dollars, Alexandre Khorochavine, le gouverneur de la région de Sakhaline entre 2007 et 2015, est condamné en février 2018 à 13 ans de prison. Au même moment, Nikita Belykh, figure du camp libéral et ancien gouverneur de la région de Kirov jusqu'à son arrestation en 2016, écope d'une peine de 8 années de détention. Ce n'est pas la première fois qu'un maire ou un gouverneur se trouve privé de liberté pour des faits de corruption. Un autre procès très médiatisé durant la campagne pour l'élection présidentielle de 2018 a ainsi visé un ministre en exercice <sup>12</sup>. Alexei Oulioukaïev, responsable du Développement économique dans le gouvernement de 2013 à 2016, est condamné en décembre 2017 à 8 ans de prison pour avoir demandé un pot-de-vin de 2 millions de dollars au PDG de la compagnie pétrolière Rosneft, Igor Setchine, l'un des plus proches alliés de Vladimir Poutine.

Telle qu'elle est mise en œuvre, la lutte contre la corruption entend suggérer que la responsabilité dans ce type de délits est avant tout individuelle. Le discours des médias et du pouvoir sur le phénomène est fortement moralisateur, s'inscrivant dans la longue tradition consistant à dénoncer les « brebis galeuses » et le risque de contamination qu'elles font courir, alors même que la corruption relève davantage d'une explication systémique. Les scandales sont parfois agrémentés d'une dimension sexuelle, ce qui montre à quel point l'appréhension du phénomène est influencée par les catégories de propreté et de saleté <sup>13</sup> : un procureur revendiquant de nettoyer le jeu politique est montré nu avec deux prostituées à la télévision en 1999, un vaste scandale dans le secteur de l'armement dévoile en 2012 un ministre en robe de chambre chez son ancienne collaboratrice, collectionneuse de bijoux, une enquête menée par Navalny montre comment un homme d'affaires et un responsable politique de premier plan s'offrent les services d'une escort girl en 2018, etc. Le spectacle de ce déballage conduit *in fine* le public à se poser une seule question : qui sera le suivant et qu'apprendra-t-on de lui ?

---

<sup>12</sup> En 2001, l'ancien ministre de la Justice Valentin Kovaliov, en poste de 1995 à 1997, avait été condamné à une peine de 9 ans de prison pour de tels faits.

<sup>13</sup> On parle d'argent « sale », d'opération « mains propres », etc.

## Retourner l'accusation

Les efforts déployés pour lutter contre la corruption n'empêchent pas la Russie de continuer à souffrir d'une image négative dans ce domaine. Selon l'« indice de perception de la corruption » de Transparency International qui, quelle que soit sa valeur heuristique, sert de référence aux experts pour apprécier l'ampleur de la corruption dans un pays donné, la Russie occupe la 131<sup>e</sup> place sur 176 pays évalués en 2016. En outre, les dirigeants du pays ne sont pas à l'abri de révélations sur leur probité.

Au niveau international d'une part, les grandes campagnes de *naming and shaming* visant la finance offshore peuvent les concerner, comme l'ont montré les enquêtes ayant suivi la divulgation des *Panama Papers*. D'autre part, l'opposition, qui n'est pas autorisée à participer à la compétition électorale, dénonce régulièrement leurs pratiques corrompues. Peu avant la présidentielle de 2012, certains des leaders de l'opposition tels que Vladimir Milov et Boris Nemtsov ont publié le rapport intitulé « Poutine. Corruption » détaillant les détournements opérés par le président et ses proches. La séquence se répète lors de la présidentielle suivante, mais prend davantage d'ampleur : cette fois-ci l'accusateur est Alexeï Navalny, la révélation prend la forme d'une enquête vidéo postée sur YouTube le 2 mars 2017 et la cible est le Premier ministre Dmitri Medvedev. Le retentissement de la vidéo est considérable : en un mois, l'enquête est regardée 16 millions de fois sur YouTube. Elle suscite des manifestations dans de nombreuses villes russes, parfois autorisées parfois non. Certaines d'entre elles dégénèrent en affrontements entre la police et les manifestants, souvent jeunes, qui défient les pouvoirs publics, et se terminent par des centaines d'arrestations, notamment à Moscou.

Expert dans la dénonciation des abus de pouvoir depuis 2010, Alexeï Navalny se présente moins comme le leader d'un parti politique que comme le directeur d'une fondation dédiée à la lutte contre la corruption, appelée FBK. Il a incontestablement innové dans ce domaine en travaillant à partir de sources ouvertes, en créant des outils qui permettent de contrôler l'attribution des marchés publics et en utilisant massivement les réseaux sociaux pour communiquer. Après avoir été l'un des leaders de l'opposition lors du cycle électoral 2011-2012, il a été poursuivi par la justice à maintes reprises et condamné à 5 ans de prison avec sursis en février 2017, pour détournement de fonds d'une société forestière, c'est-à-dire pour des faits qui jettent le doute sur sa propre probité<sup>14</sup>. Outre cette offensive judiciaire, Alexeï Navalny et ses collaborateurs sont la cible de nombreuses inspections administratives, et même d'agressions physiques, de la part de Cosaques, de militants ultranationalistes ou de quidams indignés qui les considèrent comme des déstabilisateurs et des traîtres. Empêché de présenter sa candidature à l'élection présidentielle de mars 2018, il appelle les Russes à boycotter le scrutin. Les révélations du FBK se heurtent à un pouvoir qui entend défendre sa capacité souveraine et exclusive à fabriquer les scandales politiques, mais continuent néanmoins de défrayer la

---

<sup>14</sup> Favarel-Garrigues, Gilles, « Les figures du justicier anticorruption en Russie post-soviétique », in Monier, Frédéric *et al.* (dir.), *Dénoncer la corruption*, Paris, Demopolis, 2018.

chronique, comme la révélation, au début de l'année 2018, des liens collusifs qui unissent l'homme d'affaires Oleg Deripaska et le vice-président du gouvernement Sergueï Prikhodko.

On ne peut apprécier la place qu'occupent ces accusations dans les affrontements politiques si l'on ne comprend pas la façon dont elles s'insèrent dans un imaginaire de l'ordre politique dont se saisissent les dirigeants du pays. Ceux-ci présentent leur action comme visant à protéger les Russes d'un risque de déstabilisation de l'ordre politique. La phobie de l'aventurisme politique, du coup d'État, du désordre et de la révolution est nourrie par la perception relayée par les médias russes des bouleversements qui ont marqué la vie politique ukrainienne à partir de fin 2013. Éviter un Maïdan russe constitue l'objectif primordial d'un gouvernement qui se rappelle que la dénonciation de la corruption du président ukrainien Ianoukovitch a joué un rôle clé dans le développement de la contestation, comme le suggère la citation de Vladimir Poutine en exergue de cet article.

La campagne permanente contre la corruption constitue finalement un exutoire commode au capitalisme de connivence. Le ressentiment social que suscite le premier confère une légitimité indéniable à un combat qui aboutit à livrer régulièrement au public le visage des fonctionnaires et des hommes politiques qui s'enrichissent à ses dépens. Le cas russe permet d'entrevoir les difficultés posées par la mise en œuvre de la répression, dans un contexte où les révélations sont suspectes de dissimuler des conflits interpersonnels. Il montre la pluralité des logiques qui sous-tendent ce combat : mode de gouvernement destiné à discipliner les élites, arme dans les affrontements au sein des milieux dirigeants, routine bureaucratique pour les services répressifs chargés de la mise en œuvre. Il invite *in fine* à réfléchir à la manière dont ces collusions sont traitées dans d'autres contextes, car ce combat légitime peut partout ouvrir la voie au lancement de poursuites judiciaires arbitraires en fonction de rapports de force purement politiques.

Publié dans [laviedesidees.fr](http://laviedesidees.fr), le 13 mars 2018.